Jusqu'à maintenant, cette alliance a été envisagée seulement sous son aspect militaire, mais nous sentons tous, spécialement depuis notre visite à Washington, qu'elle prend une envergure à la mesure de la conception qu'ont les pays du pacte de l'Atlantique de la liberté des nations. Celles-ci agissent non seulement pour leur défense, mais pour le bien-être, le bonheur et le progrès de tous les peuples du monde libre. Pour cela, nous devons faire tout en notre pouvoir pour favoriser l'unification de l'Europe et la création d'une armée européenne incluant l'Allemagne.

Je suis depuis longtemps un défenseur de ces deux idées. Nous devrons tenter l'impossible pour les réaliser. Cela ne veut pas dire que l'Angleterre deviendra une unité au sein d'une Europe fédérée, ni que son armée, déjà rangée sur le continent, et sans cesse augmentée, sera incorporée de telle façon qu'elle perdra son identité. Nous sommes prêts, de concert avec les États-Unis, aux côtés de l'armée européenne et de ses éléments allemands, et sous l'autorité du commandant suprême de l'OTAN, à affronter une agression éventuellement dirigée contre nous, d'où qu'elle vienne.

(Traduction)

Il y a eu dix semaines vendredi dernier que j'acceptais la mission dont me chargeait Sa Majesté de former un gouvernement au Royaume-Uni. C'est à peine si nous avons eu le temps de prendre connaissance de toutes les données de notre situation économique, mais un premier examen a suffi pour nous convaincre de sa gravité. En réduisant nos importations, surtout de denrées alimentaires, de 350 millions de livres sterling par année, et par certaines autres mesures, nous avons tâché d'éloigner les maux dont la menace pesait sur nous.

Nous n'entendons pas vivre aux crochets de nos parents et de nos amis, mais nous voulons gagner notre pain et faire nous-mêmes les frais du confort et du bienêtre du peuple britannnique. Soyez assurés que la nation britannique y est bien résolue. Nous sommes allés pendant la guerre jusqu'à l'extrême limite de nos forces et, maintenant que la guerre est finie, nous sommes bien décidés à régler nos problèmes. L'épreuve qui nous attend sera dure et sera longue. Nous ne reculerons devant aucune mesure nécessaire pour rétablir la confiance et rester solvables, quelque impopulaires que puissent être ces mesures.

Monsieur le Premier ministre, dans votre très aimable discours, votre très bienveillant discours si je puis dire, vous avez parlé de la Couronne; vous en avez parlé en des termes qui traduisent nos sentiments les plus profonds. On ne saurait poser de règles absolues quant aux méthodes de gouvernement, mais sur le plan général, il est sage, dans les affaires humaines et le gouvernement des hommes, de distinguer entre la pompe et le pouvoir. Sous la monarchie constitutionnelle établie depuis longtemps, établie au cours des siècles, en Grande-Bretagne et dans le Commonwealth, le roi règne et ne gouverne pas. Quand une grande bataille se perd, le Parlement et le peuple peuvent changer de gouvernement. Quand une grande bataille se gagne, les foules acclament le roi.

De la sorte, les luttes, les tumultes et les erreurs inévitables dans une saine administration démocratique suivent leur cours, mais les réalisations et les grandes œuvres de tous les royaumes reposent sur un piédestal inattaqué, et chaque génération peut contribuer au trésor permanent de notre race et de notre renommée. Vous avez parlé, monsieur le Premier ministre, de la Couronne comme du symbole de notre unité et du lien qui attache les unes aux autres nos vigoureuses communautés disséminées par toute la planète. Mais peut-être me permettrez-vous ce soir de passer du plan constitutionnel au plan personnel. Outre la Couronne, il y a le roi. Nous avons un roi vraiment bien-aimé. Dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles, il est irréprochable. Son courage physique et moral est un exemple pour tous ses

La me

cou

ped tém

tan

vaill surv pass et t pas enne grâc salu

aver le m

gran

14 n

aura plus mair à l'A pas c